

ID=35667983

UN  
TÉMOIN AMÉRICAIN

DE  
LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

---

GOUVERNEUR MORRIS.

---

*The Diary and Letters of Gouverneur Morris*, edited by Anne-Cary Morris, 2 vol.  
New-York, 1888.

I.

Gouverneur Morris naquit le 31 janvier 1752, à Morrisania, dans l'état de New-York; il perdit son père de bonne heure, et fut élevé par les soins de sa mère. Il se prépara au barreau, et fut nommé, en 1775, membre du premier congrès provincial de New-York : il s'y fit remarquer par ses efforts pour empêcher l'introduction de l'esclavage dans l'état de New-York. Quand les colonies se séparèrent de l'Angleterre, Morris resta lié à leur sort, malgré ses parentés anglaises et ses liens avec les tories. Il prit une part active aux discussions des premiers congrès : en octobre 1778, c'est lui qui rédigea les premières instructions envoyées à un ministre d'Amérique : ce ministre n'était autre que Franklin. Il n'a malheu-



reusement laissé nulle trace de ses nombreux travaux à cette époque; établi à Philadelphie, il y fut victime en 1780, d'un accident qui le força à subir l'amputation de la jambe gauche au-dessous du genou : « Mon bon monsieur, dit-il au chirurgien qui lui expliquait la nécessité de l'opération, vous raisonnez si bien et vous me montrez si bien les avantages qu'on a à être sans jambes, que je suis presque tenté de me séparer des deux. » Morris était remarquablement beau, ses portraits en font foi, et il dut se résigner à porter toute sa vie une jambe de bois.

Il prit place parmi les membres de la convention qui rédigea la constitution fédérale. Ses instincts étaient éminemment conservateurs; il opina pour la nomination des sénateurs à vie, il ne voulait donner les droits électoraux qu'aux propriétaires du sol. Il s'opposa énergiquement à l'esclavage et le dénonça comme une institution néfaste. Madison a écrit que « la perfection du style et de l'arrangement de la Constitution est l'œuvre de la plume de Morris. »

Morris était riche; à la mort de sa mère, il avait acheté la part que son frère aîné, général dans l'armée anglaise et marié à la duchesse de Gordon, avait dans Morrisania; financier habile, il fit avec beaucoup de succès des exportations de tabac et de blé en Europe; laissant son second frère Robert en Virginie, il partit pour l'Europe en 1788, pour aller veiller en France à l'exécution de certains marchés faits avec les fermiers généraux.

Morris descendit à Paris à l'hôtel de Richelieu, rue de Richelieu. Les lettres de recommandation que Washington lui avait données lui ouvrirent toutes les portes; ses avantages personnels, sa bonne grâce, sa gaîté, ses manières, son esprit naturel en firent rapidement une sorte de favori. « Il faut, disait M. de Talleyrand, avoir vécu en France dans les années qui précédèrent la révolution pour savoir ce que c'est que le plaisir de vivre. » Morris paraît avoir goûté ce plaisir aussi vivement, plus vivement peut-être qu'aucun Français. Mais ses lettres n'auraient qu'un intérêt de second ordre, si elles n'étaient que des notes prises sur la société polie de l'époque, sur ses amusements, ses modes, ses distractions; ce qui leur donne un intérêt supérieur, c'est qu'on y sent tout de suite remuer les passions qui déjà préparaient la révolution; on voit grandir chez les uns l'aveuglement fatal qui va les précipiter dans mille dangers; chez les autres, on voit naître le goût du désordre, l'horreur de tout frein, la perversité qui s'ignore et qui ne sait pas encore tout ce dont elle est capable : chez tous, ou presque tous, l'amour du changement, l'entraînement vers l'inconnu, la nouveauté.

A peine arrivé, Morris écrit à M. de Moustier, qui est en Amérique : « Votre nation traverse une crise importante. Aurons-nous

une constitution, ou le bon plaisir continuera-t-il d'être la loi? Cette question agite tous les esprits et tous les cœurs. La volupté elle-même se soulève sur son lit de roses et observe de loin avec anxiété la scène affairée à laquelle nul n'est plus indifférent. Vos nobles, votre clergé, votre peuple sont en mouvement pour les élections. Un esprit qui a sommeillé pendant des générations se dresse et cherche de toutes parts, ardent à posséder ce qu'il ne sait comment obtenir, actif, énergique, facile à diriger, facile, hélas, aussi à égarer. » Le roi Louis XVI a proclamé du haut du trône qu'il veut faire tomber toutes les entraves que le temps, que les accidens de l'histoire ont opposées à la félicité universelle. A la veille de la réunion des États Généraux, toute la France est comme en fermentation : dans les salons où il fréquente, Morris s'étonne souvent et quelquefois se scandalise : en revenant d'être présenté à Versailles à M. de Montmorin, le ministre des affaires étrangères, il dîne chez « les Tessé, des républicains de la plus belle eau. La comtesse, qui est pourtant une femme fort raisonnable, a formé ses idées de gouvernement d'une façon qui ne convient, je pense, ni à la situation, ni aux circonstances, ni aux dispositions de la France, et il y en a beaucoup comme elle. » M<sup>me</sup> de Lafayette ne cache pas à Morris qu'elle le tient pour un aristocrate ; et il s'aperçoit que « ses idées sont trop modérées pour sa compagnie. »

Dans une lettre à Washington (le 29 avril 1789), il montre d'abord que la liberté française intéresse les États-Unis : « Les meneurs sont nos amis : beaucoup d'entre eux en ont pris les principes en Amérique et ont été échauffés par notre exemple : leurs ennemis ne se sont guère réjouis du succès de notre révolution. » Mais il ne se fait point d'illusions ; « les matériaux d'une révolution dans ce pays sont médiocres. » Il s'étend longuement sur la dépravation morale de la nation ; non qu'il n'y ait des hommes, des femmes dont la vertu soit éminente, mais ces figures vertueuses ressortent sur un fond très sombre. Il montre partout la plus grande indifférence à tenir des engagements. « Le défaut de consistance est tellement dans le sang, la moelle et l'essence de ce peuple, que quand un homme important, d'un rang élevé, rit aujourd'hui de ce qu'il disait hier sérieusement, cela paraît tout naturel... La grande masse n'a d'autre religion que ses prêtres, d'autre loi que ses supérieurs, d'autre morale que son intérêt. Voilà les créatures, qui, conduites par leurs curés ivres, vont maintenant sur les grandes routes « à la liberté, » et le premier usage qu'elles en font est de s'insurger partout pour avoir du pain. » L'immoralité française, que Morris peignait sous de si noires couleurs, ne s'accordait pas mal avec ses goûts ; partout où il allait, il faisait sa cour avec une vivacité et un entrain surprenans chez un Adonis à jambe de bois. M<sup>me</sup> Anne-Cary

Morris, qui publie les lettres et la correspondance de Gouverneur Morris, a fait de nombreuses coupures; il en reste assez pour montrer que Morris cherchait toujours et trouvait quelquefois les bonnes fortunes; il poussait sa pointe un peu partout, sans beaucoup de mesure. *Audaces fortuna juvat*. Parmi les rivaux qu'il rencontra, nous trouvons l'évêque d'Autun, dont il parle très fréquemment et sur lequel il donne de curieux détails. On se vit d'abord chez M<sup>me</sup> de Flahault, dont l'évêque d'Autun était un des familiers. Il est impossible de ne pas être choqué par la fatuité de Morris, il a une façon de dire: « Nous verrons » quand il a fait les premières avances et posé quelques jalons auprès d'une nouvelle connaissance, qui serait tout à fait risible, si l'on ne soupçonnait que cette assurance a dû plus d'une fois le servir. Il avait de l'esprit; il avait pris très vite le ton de la société française, comprenant à demi-mot, sans lourdeur, ennemi de l'ennui, de l'affectation, serviable, toujours prêt à obliger et sans autre but que le plaisir de plaire; il veut tout savoir, tout connaître, il s'intéresse à tout; son rare bon sens lui donne de la fixité dans cette vie remuante et quand tout va bientôt changer et se dissoudre autour de lui. Pendant que se préparent les élections pour les États Généraux, Morris, qui entend parler de résistance dans les salons, écrit: « Mon opinion est que si la cour voulait maintenant revenir en arrière, il est impossible de conjecturer ce qui arriverait. Les chefs du parti patriotique se sont tellement avancés qu'ils ne peuvent plus reculer sans danger. S'il y a la moindre vigueur dans la nation, le parti dominant dans les États Généraux pourra, s'il lui plaît, renverser la monarchie elle-même, si le roi compromet son autorité dans une lutte (20 avril 1789). » Morris était un financier très habile, et était nourri des meilleures notions d'économie politique. Il faisait des projets pour remédier à l'état des finances françaises, qui occupait alors tous les esprits et qui était la cause de la convocation des États Généraux, mais il devinait que les États Généraux ne s'occuperaient pas seulement de finances. Il assiste à Versailles, en compagnie de M<sup>me</sup> de Flahault, au défilé des députés se rendant à l'église Saint-Louis, il note que le roi est salué des cris de « Vive le roi, » mais que personne n'acclame la reine. Il assiste aussi à l'ouverture des États Généraux le 5 mai, dans la grande salle des Menus; la scène est trop connue, pour qu'on en donne la description qu'il en fait; il faut pourtant en citer quelques lignes, où perce l'émotion personnelle. « Le roi fait un discours court et excellent et s'assoit; la reine est à sa gauche, deux degrés plus bas que lui. Le ton et la manière ont toute la fierté qu'on peut attendre ou désirer d'un Bourbon. Il est interrompu dans sa lecture par des acclamations si ardentes et qui témoignent d'une si vive affection que les larmes jaillissent de mes

yeux, en dépit de moi. La reine pleure ou paraît pleurer, mais pas une voix ne s'élève pour exprimer un vœu pour elle. J'élèverais certainement la mienne, si j'étais un Français ; mais je n'ai pas le droit d'exprimer un sentiment et je sollicite en vain de le faire ceux qui sont autour de moi. » A la fin seulement de la séance, remplie par un discours du roi et par la lecture d'un long rapport de Necker, quelques cris de : « Vive la reine ! » se mêlent à ceux de : « Vive le roi ! »

Les querelles entre les trois ordres passionnent Paris : Jefferson considère la situation de la France comme extrêmement critique : « Lui et moi, dit Morris, nous différons dans notre politique. Lui, avec tous les amans de la liberté ici, désire annihiler toutes les distinctions des ordres. » Morris ne veut pas aller jusqu'à cette extrémité, il s'effraie quand le tiers-état, après avoir attendu que les deux autres ordres se joignent à lui, décide seul « qu'il va commencer l'œuvre de la régénération nationale. » Le serment du jeu de paume ne l'enthousiasme pas. Quelques jours après, il dîne à côté de Lafayette, qui lui reproche de faire tort à la bonne cause et d'être cité continuellement contre le bon parti. Morris lui répond que l'on ne tient pas assez de compte des matériaux divers dont la nation est composée. Lafayette avoue que son parti est fou, il le dit souvent à ses amis ; mais il n'en est pas moins décidé à mourir avec eux : « Mieux vaudrait, dit Morris, les amener au bon sens et vivre avec eux. »

Quand le clergé et, après le clergé, la noblesse se confondent avec le tiers dans l'assemblée nationale et après que le vote par tête est adopté, « il ne reste plus, dit-il, qu'à faire une constitution : l'existence de la monarchie ne dépend que de la modération de l'assemblée. » L'esprit de désordre envahit l'armée ; la populace ouvre les prisons militaires et délivre les soldats qui y sont enfermés, les gardes françaises sont déjà en révolte. Morris écrit à Jay, le 1<sup>er</sup> juillet, pour lui raconter ce qui se passe dans Paris : « L'épée a glissé hors des mains royales. Dans une nation qui n'est préparée ni par l'éducation ni par l'habitude à la jouissance de la liberté, je crains qu'on ne dépasse bientôt toute mesure, si ce n'est déjà fait. Déjà certaines personnes parlent de limiter le droit de *veto* royal. » Il lui donne à grands traits une idée de la constitution qu'on élabore ; « au train dont vont les choses, le roi de France sera bientôt un des monarques les plus limités de l'Europe. »

Il écrit ailleurs : « Ils veulent une constitution américaine sans réfléchir qu'ils n'ont point de citoyens américains pour soutenir cette constitution. » Les constitutionnels français lui font l'effet des écoliers, qui, en quittant les bancs, veulent tout rapporter

à la mesure des Grecs et des Romains : « Ceux qui cherchent leurs formes politiques en Amérique ne sont pas différens des tailleurs de l'île de Laputa, qui, nous dit Gulliver, prennent toujours mesure avec un quadrant. »

« Le roi est honnête et cherche le bien, dit Morris; il n'a ni le génie ni l'éducation qu'il faudrait pour montrer le chemin de ce bien qu'il désire... La noblesse, qui, à l'heure présente, n'a pour elle ni la force, ni la richesse, ni les talens, oppose sa fierté plutôt que des argumens à ses adversaires... Si on a le bon sens de donner à la noblesse quelque part dans l'autorité nationale, la constitution pourra probablement durer; mais autrement elle mènera ou à la monarchie pure ou à la pure république. Une démocratie! peut-elle durer ici? je ne le crois pas, à moins que tout ce peuple ne soit changé.» On approchait de la crise: le 12 juillet, Morris apprend à la table du maréchal de Castries le renvoi de M. Necker; le surlendemain, la Bastille était prise. Quelques jours après, Morris dîne avec Lafayette, devenu le roi de Paris, sous le nom de commandant de la nouvelle garde nationale. Celui-ci lui donne une permission pour visiter la Bastille qu'on démolit; il a plus d'autorité qu'il ne voudrait et en est déjà las: « Il a commandé en maître absolu à 100,000 hommes, promené son souverain à travers les rues comme il lui a plu, prescrit quels applaudissemens il devait recevoir; il aurait pu, s'il l'avait voulu, le garder prisonnier. Il désire donc, autant que possible, rentrer dans la vie privée. Sur ce point, il se trompe ou essaie de me tromper, ou peut-être tous les deux. » Singulières confidences et bien faites pour montrer ce qu'était devenue l'autorité royale! Le 22 juillet, la tête et le corps de Foulon étaient promenés en triomphe dans Paris, « la tête sur une pique, le corps nu, traînant à terre. Son crime était d'avoir accepté une place dans le ministère. Le corps mutilé d'un vieillard de soixante-dix ans est montré à Berthier, son gendre, l'intendant de Paris; lui aussi est ensuite mis à mort et coupé en morceaux et la populace les promène avec une joie sauvage. Grand Dieu! quel peuple! »

Quelques jours après, Morris quitte Paris et s'embarque pour l'Angleterre. Il y est très bien reçu par M. de La Luzerne, l'ambassadeur de France, et trouve dans ses salons un grand nombre de Français, chassés de leur pays par la jacquerie, qui avait commencé dans les campagnes; M. de La Luzerne cherchait à calmer ces émigrés: « Je leur dis (il parle à Morris) que toutes ces petites commotions, ces châteaux brûlés, etc., bien que très douloureuses, ne sont que des taches dans notre grande affaire, et, s'ils ont une bonne constitution, elles seront bien vite oubliées. » Des dépêches reçues d'Amérique, relativement au règlement de la dette contrac-

tée par les États-Unis envers la France, obligèrent Morris à repartir promptement pour la France. Il apprit à son retour que l'assemblée constituante avait adopté le principe d'une chambre unique et n'avait accordé au roi qu'un veto suspensif : « C'est, dit-il, aller à grandes guides vers l'anarchie et vers la pire des tyrannies, le despotisme d'une faction dans une assemblée populaire. » Ses amis, qui naguère le trouvaient trop aristocrate, commencent à s'inquiéter ; Lafayette lui raconte que ses gardes nationaux ne veulent pas monter la garde quand il pleut. Il compte sur eux, toutefois, pour défendre l'ordre : « Si les nuages qui s'abaissent en ce moment se dissipent sans orage, Lafayette devra beaucoup à la fortune ; sinon, le monde devra lui pardonner à cause de ses intentions. Il ne veut de mal à personne, mais il a besoin de briller. » Peu de temps après, Morris prend Lafayette à part après dîner et lui dit ses sentimens sur la situation : « Il faut qu'il discipline immédiatement ses troupes et se fasse obéir ; la nation est habituée à être gouvernée et veut être gouvernée. S'il croit pouvoir la conduire par l'affection, il sera la dupe d'une illusion... Je le supplie, au milieu de la grande division des partis, de s'attacher à celui du roi, car c'est le seul qui puisse prédominer sans danger pour la nation. » Il a fréquemment, chez M<sup>me</sup> de Flahault, des conférences avec Talleyrand sur les subsistances, sur les biens du clergé, sur la dette publique, sur toutes les questions et les personnes du jour. Il goûtait l'intelligence de l'évêque d'Autun et lui développait les principes généraux tendant à rendre une nation prospère : « Il était frappé, comme le sont toujours les hommes d'un vrai talent, quand on leur découvre la vérité vraie, et c'est ce qui, soit dit en passant, forme le principal charme de sa conversation. Il est si terriblement ennuyeux de tout expliquer à des esprits qui restent à moitié chemin, qui voient tout juste assez loin pour être tout troublés. » L'assemblée constituante faisait table rase, elle supprimait les parlemens, les provinces, les coutumes, elle créait tout à nouveau ; elle confiait le pouvoir législatif à une assemblée unique, l'administration des départemens à un conseil électif et à un directoire exécutif, celle du district et celle de la commune à des autorités de même espèce ; elle couvrait ainsi la France d'une multitude d'assemblées grandes ou petites élues par le peuple. Ce système nouveau semblait à Morris à la fois trop simple et trop compliqué : « Tout est sorti des gonds, écrivait-il à son frère Robert ; l'autorité exécutive n'est plus qu'un nom. Tout est électif, et, en conséquence, personne n'obéit. C'est une anarchie inimaginable,.. leurs *literati*, dont les têtes sont tournées par des notions romanesques prises dans des livres, qui sont placés trop haut pour regarder de près l'homme tel que

réellement il existe et trop savans pour suivre les conseils du sens commun et de l'expérience, ont tourné les têtes de leurs compatriotes. » L'esprit des temps nouveaux avait trouvé sa formule dans le mot fameux de Sieyès sur le tiers-état : « Que doit-il être ? Tout. » On oubliait les services rendus pendant des siècles par la monarchie, on méconnaissait entièrement son rôle et son utilité, on réduisait le roi à n'être qu'un président de république héréditaire et un président sans pouvoir, sans prérogatives, à la merci d'une assemblée élective unique.

Le 22 octobre, nous lisons dans le journal : « La populace a pendu ce matin un boulanger et tout Paris est en armes. Le pauvre boulanger a été décapité suivant l'usage, puis promené en triomphe dans Paris. Il avait travaillé toute la nuit pour vendre tout le pain possible ce matin. On dit que sa femme est morte d'horreur quand on lui a présenté la tête de son mari au bout d'une pique. Certainement il n'est pas dans l'ordre de la divine Providence que de telles abominations restent impunies... Une fois enlevé le poids du despotisme, toutes les mauvaises passions reprennent leur énergie particulière. Comment se terminera cette lutte ? Dieu le sait ; mal, j'en ai peur, c'est-à-dire par l'esclavage. »

Cette pensée revient sans cesse dans les notes et dans les lettres de Morris ; il rappelle, dans une lettre à Washington, la conversation que Shakspeare met dans la bouche de deux soldats, qui apprennent la mort de Lépidus, l'un des triumvirs : « Jetez entre les deux qui restent toute la nourriture que vous voudrez, l'un mangera l'autre. » La nouvelle constitution ne laissait rien entre le roi et l'assemblée, et celle-ci, dominée par les hommes nouveaux, épris de chimères et de nouveautés, ôtait chaque jour quelque chose au roi. Morris les étonnait en leur disant qu'en abolissant tous les privilèges, en réduisant les pensions, ils attaquaient à leur insu le principe même de la propriété ; il apportait dans la discussion des questions financières les principes sévères d'un économiste ; ce n'était pas en faisant des dons patriotiques, en ôtant les boucles d'argent des souliers qu'on rétablirait le crédit de l'état ; il fallait créer des impôts nouveaux, s'imposer des sacrifices permanens ; Necker, du moins, comprenait-il ce langage ? point, c'était un homme surfait ; il était honnête, intègre, désintéressé, « ses écrits financiers sont pleins de cette espèce de sensibilité qui fait la fortune des romans modernes et qui convient exactement à cette nation vive, qui aime à lire, mais qui déteste penser... Mais il n'a rien du grand ministre ; depuis le jour où il a convoqué les états généraux, il a flotté sur le vaste océan des incidens, et ce qu'il y a de plus extraordinaire, Necker est un



pauvre financier. » Morris critique toutes ses mesures, la proposition de taxer les revenus au quart de leur valeur, l'extension de la Caisse d'escompte, la création des assignats. A défaut de Necker, qui pouvait prendre la direction des affaires? Morris voyait constamment Lafayette; mais celui-ci, pétri de bonnes intentions, n'avait aucun plan de conduite, il faisait du monde entier son confident, il demandait des conseils pour ne pas les suivre; il avait été mis par Morris en rapport avec l'évêque d'Autun, qui avait des vues étendues; mais il avait semblé lui faire une faveur en l'écoutant sans montrer de disposition à unir son action à la sienne. Ils étaient séparés par leurs qualités comme par leurs défauts. Morris, qui voyait Lafayette dans l'intimité, ne lui mâchait pas la vérité. Un jour que le roi s'était rendu à l'assemblée sans cérémonie et avait prononcé un discours qui avait été reçu avec de grands applaudissemens, Lafayette dit à Morris que, pour ce discours, il faudra qu'il donne au roi un sucre d'orge : « Je souris et lui dis qu'il n'y a plus de sucre d'orge à donner, qu'ils ont découpé le pouvoir exécutif de telle façon qu'il n'en reste plus rien pour le monarque. » Partout les officiers des nouvelles municipalités refusent de se servir de leurs pouvoirs pour le rétablissement de l'ordre; l'armée est sans ordres; les villes du nord de la France sont à la merci du premier ennemi qui les attaquera, l'anarchie est complète.

Le 17 février 1790, Morris partit pour la Hollande, afin d'y négocier un emprunt pour le remboursement de la dette américaine envers la France; et de là il passa en Angleterre, où il avait à remplir une mission confidentielle donnée par Washington, notamment au sujet d'un traité de commerce à conclure entre l'Angleterre et les États-Unis. Il apprit, en dînant à l'ambassade de France, que, sur la motion de quelques membres de qualité, l'assemblée avait aboli les titres de noblesse, les armes, les livrées. « Faites mille complimens, écrit-il à Short, l'envoyé américain de Paris, à Son Altesse Royale (la duchesse d'Orléans) et à M<sup>me</sup> de Chastellux. Je suppose qu'à mon retour à Paris j'aurai à apprendre de nouveaux noms pour la moitié de mes connaissances. » Il n'assista pas à la fête de la Fédération, il ne vit pas l'évêque d'Autun célébrer la messe au Champ de Mars et son ami Lafayette mettre son sabre sur l'autel. Il n'espérait rien de bon de cette nouvelle constitution à laquelle le roi et l'assemblée venaient solennellement de prêter serment. « A mesure que la révolution semblera approcher de son accomplissement total et que le nouvel ordre de choses paraîtra établi, des schismes éclateront parmi les révolutionnaires, car tous désireront leur part des bonnes choses que tous, en vertu des *droits de l'homme*, ont le droit de posséder... » — « Ceux qui font

la cour au peuple ont une maîtresse capricieuse, une maîtresse qu'on peut gagner par des sacrifices, mais non garder, car elle est insatiable... » — « Le fonds de la nature humaine reste toujours le même : ce que poursuit l'homme ne varie pas, si nous pénétrons le voile de décence dont se couvre une jeune ambition ; si nous ne pouvons le faire, il nous en épargnera le soin quand tomberont les barrières qui ont été élevées contre lui par ce grand allié de la vertu, *la loi*... » La loi ! voilà le mot prononcé, voilà ce qui soutient l'édifice social, et la loi constitutionnelle est la première et la plus importante de toutes. C'est cette loi qu'il faut préserver des passions, des caprices, de l'audace des factions. N'ayant pas confiance dans la nouvelle constitution, Morris ne pouvait prévoir que des malheurs ; les événemens ne devaient lui donner que trop vite raison.

Morris repart pour Paris au mois de septembre et traverse une partie de l'Allemagne. Dès son retour il donne à Lafayette, sans ménagement, son opinion sur la situation : « Pendant que je parle, il pâlit. Je lui dis que le temps approche où tous les braves gens doivent se grouper autour du trône ; que le roi actuel est précieux en raison de sa modération ;.. que la constitution faite par l'assemblée n'est bonne à rien ; que, pour lui, sa situation personnelle est très délicate ; nominalelement il commande les troupes, mais je ne vois pas comment il peut établir aucune discipline, et, s'il n'y réussit, il se ruinera tôt ou tard. » Ces graves conversations se mêlent, dans le journal de Morris, aux détails les plus frivoles, et c'est ce qui, en partie, en fait le charme. On ne supporterait pas indéfiniment les plaintes d'un Cassandre et ses sombres prophéties ; mais il nous montre bien ce qu'était Paris pendant la révolution, courant à ses plaisirs et les goûtant avec la fièvre de l'inquiétude. Lui-même est sans cesse agité, il fait de mauvais vers anglais pour ses belles amies et donne des consultations aux ministres. Il est ridicule et il est éloquent ; il intéresse, car, en dépit de tout, bien que ses idées et ses sentimens soient sans cesse blessés, il aime passionnément la France, la vie française. « J'admire toujours l'architecture du temple, bien que je déteste les faux dieux auxquels on le dédie. Les ducs et les corbeaux, les oiseaux de nuit font maintenant leurs nids dans les niches. » Il espère, par instant, que de tant de mal sortira le bien ; au commencement de 1791, il dit à Washington : « Au milieu de toute cette confusion, de cette confiscation des propriétés du clergé, de la vente des domaines, de la réduction des pensions, de l'abolition des offices, et surtout de ce grand liquidateur de la dette publique, le papier-monnaie, cette nation cherche sa voie vers un nouvel état d'active énergie qui, je crois, se déploiera aussitôt qu'elle aura un

vigoureux gouvernement. La confusion intermédiaire fera surgir sans doute des hommes de talent pour former ce gouvernement et pour en exercer l'autorité. » Ne peut-on lire dans ces lignes comme l'annonce de l'empire et de Napoléon ?

Le jour de la mort de Mirabeau, Morris conseille à l'évêque d'Autun de prendre sa place, de prononcer son oraison funèbre et de profiter de l'occasion pour insister surtout sur les services rendus à la fin de sa vie par Mirabeau à la cause de l'ordre et à la cause royale. « Les funérailles de Mirabeau, suivies, dit-on, par plus de cent mille personnes, dans un silence solennel, ont été un spectacle imposant. C'est un grand tribut payé à des talens supérieurs, ce n'est pas un encouragement aux actes vertueux. Des vices, à la fois dégradans et détestables, ont marqué cet homme extraordinaire. Complètement prostitué, il a tout sacrifié au caprice du moment. *Cupidus alieni, prodigus sui*, vénal, éhonté, et pourtant grandement vertueux quand il était poussé par l'impulsion dominante, mais jamais véritablement vertueux, parce qu'il n'était jamais contrôlé par la raison ou par la ferme autorité des principes. J'ai vu cet homme, dans le court espace de deux ans, sifflé, honoré, haï, pleuré. L'enthousiasme lui donne en ce moment les proportions d'un géant : le temps, la réflexion, diminueront sa stature. »

C'est à Londres, où il était allé pour un peu de temps, que Morris apprit la fuite du roi et de la reine. « S'ils réussissent à s'échapper, une guerre est inévitable; s'ils sont repris, c'en sera fait pour quelque temps de tout gouvernement monarchique en France. » Cette nouvelle hâta son retour à Paris; on n'y parlait que des détails de l'arrestation du roi. L'assemblée vota presque à l'unanimité l'inviolabilité royale; mais Morris comprit que monarque et monarchie étaient perdus. Il s'en irrite, il s'empporte contre Louis XVI, il cherche un régent; mais les frères du roi sont partis, le prince de Condé est émigré, qui composera le conseil de régence? Paris est en armes, le sang a coulé, Lafayette est traité d'assassin pour avoir proclamé la loi martiale et ordonné le feu contre les émeutiers au Champ de Mars. La scission était faite définitivement entre les constitutionnels et entre les républicains.

Le roi captif alla, le 8 septembre 1791, dans l'assemblée, prêter serment à la constitution; Morris avait confié à M. de Montmorin un mémoire sur la conduite que le roi avait à tenir et sur le discours qu'il avait à faire à l'assemblée; M. de Montmorin ne donna le mémoire à Louis XVI qu'après l'acceptation de la constitution. « Vous avez vu, écrit-il à Washington le 30 septembre, que le roi a accepté la nouvelle constitution, et qu'en conséquence il a été remis en liberté. C'est l'opinion générale et presque universelle

que cette constitution est inexécutable. » Il lui donne une sorte de carte politique de la France; le Midi est imbu de principes républicains ou plutôt démocratiques, le Nord est clérical, l'Est est attaché à l'Allemagne et ne demande qu'à être réuni à l'empire (l'erreur est ici manifeste), la Normandie est aristocratique, de même qu'une partie de la Bretagne; le centre du royaume est monarchique. Les émigrés, qui ont rejoint en grand nombre les princes, sont convaincus qu'une coalition des souverains de l'Europe remettra les choses dans l'ancien état, « je crois qu'ils se trompent bien. » Morris connaissait trop bien l'état des cours, les divisions de l'Allemagne, pour être la dupe de ces illusions. « Le côté faible du royaume, dans l'état actuel, est en Flandre; mais que les provinces d'Alsace-Lorraine, de la Flandre française, de l'Artois, soient détachées, et la capitale se trouvera constamment exposée aux visites de l'ennemi. Ces provinces ont été, vous le savez, acquises avec de grands sacrifices de sang et d'argent, et si Louis XIV avait pu faire du Rhin sa frontière depuis la Seine jusqu'à l'océan, il aurait eu presque les avantages d'une position insulaire. » Malgré les préparatifs de Condé, de l'empereur, malgré le congrès convoqué à Aix-la-Chapelle, il ne croit pas qu'on fasse rien de sérieux en 1791.

Parlant de la situation de Lafayette, il écrit à son frère : « Notre ami Lafayette n'a plus aucune influence. Il parle de se retirer en Auvergne, de passer l'hiver dans ses terres. Le roi et la reine le détestent, les nobles le méprisent et l'abhorrent, de sorte que son étoile semble déchoir, à moins qu'il ne se mette à la tête du parti républicain, qui à présent lui est hostile. Tout cela vient d'une faiblesse de caractère et d'un esprit d'intrigue qui sert le courtisan, mais ruine l'homme d'état. J'en suis fâché pour lui, car je crois qu'il voulait le bien. »

## II.

La nouvelle assemblée, composée de sept cent quarante-cinq membres, presque tous hommes nouveaux, montre tout de suite son esprit en refusant, en parlant au roi, de se servir des mots de sire et de majesté; elle revint cependant sur cette résolution peu de jours après l'avoir prise, la voyant condamnée par le sentiment populaire, un moment redevenu plus favorable à Louis XVI. La lutte commençait à s'engager entre les constitutionnels et les girondins, et Morris en suivait avec attention toutes les péripéties, quand Washington le nomma ministre des États-Unis à Paris, bien qu'il n'eût pas réussi à conclure un traité de commerce avec l'Angleterre, qu'il fût connu pour son opposition à la révolution française

et qu'il fût une sorte de favori dans les cercles aristocratiques de Paris ; dans le sénat américain sa nomination suscita beaucoup d'opposition, et elle ne fut ratifiée qu'à une faible majorité.

On voit aisément les difficultés de la tâche qu'imposait à Morris l'amitié de Washington. Rien toutefois ne l'empêchait de témoigner de son attachement à la famille royale, et ses devoirs se conciliaient sur ce point avec ses goûts. Il croyait encore que dans le naufrage général la royauté serait la dernière planche de salut. Ses lettres étaient ouvertes à la poste ; ce qui ne l'empêchait pas d'écrire à Washington : « L'assemblée commet chaque jour de nouvelles folies et ce ne sera pas sa faute si cette malheureuse contrée n'est pas replongée dans les horreurs du despotisme. Ils viennent de faire un coup de maître ; ils ont résolu d'attaquer leurs voisins si ceux-ci ne dissipent pas les assemblées d'émigrans français qui se sont réfugiés chez eux. Ces voisins sont des membres de l'empire germanique, et la France menace de porter chez eux, non pas le fer et le feu, mais la liberté... » Rochambeau, leur vieille connaissance, était en Flandre ; Lafayette devait pénétrer dans l'électorat de Trèves ; Luckner avait une armée en Alsace. Morris connaissait à fond tout le personnel de la révolution ; il profita d'un séjour à Londres (c'est dans cette ville qu'il apprit sa nomination comme ministre à Paris) pour le peindre avec une extrême liberté à Washington dans une très longue lettre datée du 4 février 1792, pleine de curieux détails : « Ces trois hommes, M. de Narbonne, M. de Choiseul, l'abbé de Périgord, sont des jeunes gens de grande famille, des hommes d'esprit et des hommes de plaisir. Les deux premiers étaient riches, mais sont ruinés. Ils étaient tous trois intimes et ils ont suivi la carrière de l'ambition pour refaire leur fortune. Sur le chapitre de la morale, aucun n'est exemplaire. On blâme surtout l'évêque ; non pas tant pour l'adultère où il vit, chose assez commune dans le clergé d'un rang élevé, mais pour la variété et la publicité de ses amours, et surtout pour ses spéculations de bourse pendant le ministère de M. de Calonne, avec qui il était dans les meilleurs termes, et durant lequel il eut des occasions dont ses ennemis disent qu'il n'a pas fait un petit usage. Je ne crois pas à cette accusation et, sauf les galanteries et un mode de penser un peu trop libéral pour un homme d'église, on a beaucoup exagéré les critiques... » Il peint le comte de Narbonne, à ce moment ministre de la guerre, comme un homme d'esprit, aimable, mais nullement administrateur. Bertrand de Molleville, aussi ministre, a du talent ; mais « une hirondelle ne fait pas le printemps. » Morris voit la guerre prochaine ; tout le monde la désire : les aristocrates, dans l'espoir de se venger ; les giron-

dins, pour établir la république. L'empereur ne la voudrait point et se réfugie derrière l'acceptation de la constitution par Louis XVI pour refuser d'agir; mais le roi de Prusse veut se grandir et saisir une occasion. L'évêque d'Autun a été envoyé en Angleterre pour chercher une alliance contre l'empereur, et « si mon information est correcte, il est autorisé à offrir la cession de l'Ile de France, de Bourbon et de Tabago. » Morris prévoit que cette négociation ne peut aboutir, que jamais l'Angleterre ne s'embarquera avec la France : « le jeu de M. Pitt est aussi clair que le jour. Il n'a qu'à recevoir les offres qui lui seront faites et à en envoyer des copies à Vienne et à Madrid. » Brissot était allé dans le comité diplomatique jusqu'à proposer, en vue d'obtenir cette alliance impossible, d'offrir à l'Angleterre la cession de Dunkerque et de Calais : « Vous jugerez par ce spécimen de la sagesse et de la vertu de la faction à laquelle il appartient. »

Dans d'autres lettres à Washington, Morris revient sur les offres faites par Talleyrand à l'Angleterre pour obtenir sa neutralité au cas d'une guerre avec l'empereur : la cession de Tabago, la démolition des travaux de Cherbourg, la prolongation du traité de commerce. L'évêque d'Autun échoua dans sa mission, la cour d'Angleterre regardait avec horreur et avec appréhension les révolutionnaires français ; sa réputation personnelle était détestable, enfin il n'avait pas craint de donner à entendre qu'il avait de quoi corrompre les membres du cabinet. Pitt, au reste, savait que les travaux de Cherbourg étaient peu avancés et que la marine française était dans un état misérable ; ce qui l'intéressait, dans le cas d'une guerre entre la France et l'empire, c'était le sort des Pays-Bas, qu'il ne voulait pas voir annexés à la France.

Au moment où Morris entra en fonctions, le roi venait de prendre un ministère girondin ; Roland avait l'intérieur, Dumouriez les affaires étrangères : dans sa première visite au ministre, Morris ne cacha pas que pendant que l'Assemblée constituante était réunie, il avait travaillé à provoquer certains changemens dans la constitution qui lui paraissaient essentiels ; il n'avait pas réussi ; il était maintenant un homme public et savait qu'il n'avait pas à s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. La correspondance de Morris avec Jefferson, secrétaire d'état à Washington, commence le 10 juin 1792 ; Dumouriez lui a dit que le système politique de la France était extrêmement simple ; une puissance aussi grande que la France n'avait pas besoin d'alliances et par conséquent il était contraire à tous les traités, sauf aux traités de commerce. La guerre était déclarée contre le roi de Hongrie (qui venait de succéder au pacifique Léopold, mais n'avait pas encore été élu à l'empire). Dumouriez comptait sur une révolte dans les Pays-Bas autrichiens.

Il se disait tout à fait rassuré du côté de la Prusse ; celle-ci n'avait d'autre but que d'engager la maison d'Autriche, afin de tirer parti de ses embarras. Mais Dumouriez ne resta que peu de temps ministre : « Nous sommes sur un volcan, écrit Morris le 17 juin, nous le sentons trembler, nous l'entendons rugir, mais nous ne savons pas où et quand se fera l'éruption. »

Lafayette commençait à penser à se mettre en travers de la faction jacobine. « Je vous confesse que je ne crois pas beaucoup à son succès. Il y a beaucoup à faire et peu de temps pour le faire, et pendant qu'une grande partie de la nation désire renverser le gouvernement présent pour restaurer les anciennes formes, pendant qu'une autre, plus dangereuse encore par le nombre et les positions qu'elle occupe, désire fonder ici une république fédérale, les modérés, attaqués de tous côtés, luttent seuls contre des forces écrasantes. »

Trois jours après, les députations des faubourgs forçaient l'entrée des Tuileries, insultaient le roi et la reine, forçaient le roi à mettre le bonnet rouge. Lafayette accourut à Paris et donna à Morris un rendez-vous chez M. de Montmorin. « Je lui dis qu'il faut qu'il retourne à l'armée ou aille à Orléans et se détermine à se battre pour une bonne constitution ou pour le méchant morceau de papier qui porte ce nom ; que dans six mois, il sera trop tard. Il me demande ce que j'entends par une bonne constitution, si c'est une constitution aristocratique. Je lui dis que oui et je présume qu'il a vécu assez dans le nouveau style pour voir qu'un gouvernement populaire n'est bon à rien en France. Il me dit qu'il veut la constitution américaine, mais un exécutif héréditaire. Je lui réponds que dans ce cas le monarque sera trop fort et qu'il faudra lui donner un frein dans un sénat héréditaire. »

La constitution n'était plus qu'une toile d'araignée qui ne pouvait arrêter l'émeute. Personne, au reste, n'avait ni plan, ni méthode, ni projets d'avenir. Le moment approchait où la terreur allait régner en souveraine ; on voit apparaître pour la première fois dans les lettres du ministre américain le nom de Danton. « Danton a dit publiquement, à propos des intrigues de la cour, qu'on en serait bientôt débarrassé. » Un des nouveaux ministres, Terrier de Monciel, était un ami intime de Morris. Celui-ci dit à Louis XVI qu'il pouvait se fier à Monciel ; un mémoire donné quelques années plus tard, à Vienne, à l'évêque de Nancy pour « son altesse royale, » sans date, sans signature, mais probablement écrit en 1792, contient ces lignes : « Il (Monciel) fut chargé de l'affaire la plus importante, c'est-à-dire d'aviser aux moyens de tirer le roi de sa périlleuse situation. Il eut à cet effet des consultations fréquentes avec M. M... (Morris), et parmi les différens moyens qui se présentèrent, celui

qui leur parut le plus essentiel fut de faire sortir la famille royale de Paris. Les mesures étaient si bien prises à cet effet que le succès en était presque immanquable, mais le roi (pour des raisons qu'il est inutile de détailler ici) renonça au projet le matin même fixé pour son départ, alors que les gardes suisses étaient déjà partis de Courbevoie pour couvrir sa retraite. Les ministres, qui se trouvaient gravement compromis, donnèrent tous leur démission. Le moment était d'autant plus critique que sa majesté tenait déjà les preuves de la conspiration tramée contre sa personne... »

Ce mémoire nous apprend aussi que Morris consentit à prendre chez lui de l'argent du roi, qu'il reçut de M. de Monciel une somme qu'il convertit en 5,000 louis d'or; il remit ces 5,000 louis aux mains de « son altesse royale, » à Vienne, après avoir vainement tenté de les restituer plus tôt.

Il y a une allusion à ces faits dans le journal : « Le 3 août, M. Brémond (homme de confiance de Monciel) m'apporte 5,000 louis d'or, qu'il a achetés... Il me dit que le roi et la reine sont très malheureux et dans de grandes appréhensions... Je trouve lady Sutherland à ma porte. Elle vient pour obtenir un rendez-vous entre moi et le chevalier de Coigny. Je réponds que je serai chez moi demain s'il vient me rendre visite. Il voudrait donner mes idées directement à la reine, sans qu'elles passent par M. de Montmorin. Ils s'attendent tous à être massacrés le soir au château. »

Quelques jours après, le 10 août, la populace en armes envahit le palais et massacra les Suisses : le roi et la reine durent se réfugier dans l'assemblée, qui décréta la suspension de l'autorité royale. Les notes de Morris deviennent brèves, fiévreuses; on vient lui demander de tous côtés des passeports. Sa colère et sa douleur n'ôtent rien à sa lucidité. Il voit les causes du mal, un roi « qui a une fermeté sans pareille pour souffrir et aucun talent pour agir, troublé par ses scrupules religieux, embarrassé par son serment à une constitution que sa conscience lui dénonce comme mauvaise, » les modérés, qui les premiers ont mis la révolution en branle, et qui ne peuvent plus l'arrêter, les républicains qui marchent audacieusement à leur but, toute autre solution que la monarchie absolue ou la république hors de cause; « cette question ne peut être résolue que par la force. » Les ministres étrangers prenaient la fuite, plutôt qu'ils ne prenaient congé. On faisait honte à Morris de demeurer à Paris : « Je resterai pourtant, écrivait-il à Jefferson; mes lettres de crédit sont auprès de la monarchie, non pas de la république de France. » Il ne se sent pas autorisé à prendre parti et il estime que si la majorité des Français se prête au nouveau gouvernement, les États-Unis le reconnaîtront. Il avait tous les jours quelque sujet de plainte, mais il ne s'offensait pas de ce que



faisait le peuple « parce qu'il n'est pas supposé connaître le droit des gens et qu'il est dans un état de furie inconcevable, qui le rend propre à recevoir toutes les impressions et à commettre tous les excès. » Talleyrand le pressait pourtant de partir, parce que tous les autres membres du corps diplomatique quittaient Paris. « Cette après-midi (2 septembre), on annonce le massacre des prêtres enfermés aux Carmes. Puis on est allé à l'Abbaye et on y a massacré les prisonniers. Ceci est horrible... » Le 3 septembre, « les massacres ont continué toute la journée. On me dit qu'il y a à peu près huit cents victimes. Le ministre de Parme, l'ambassadrice de Suède ont été arrêtés au moment de partir. Et toujours l'on massacre (4 septembre). » (Le 6 septembre), les massacres continuent... l'évêque d'Autun a obtenu un passeport. Il me dit qu'il ne croit pas que le duc de Brunswick pourra venir à Paris et il me presse fortement d'en sortir... » Le 10 septembre, on massacre les prisonniers à Versailles. « Nous avons eu, écrit-il à Jefferson, une semaine de meurtres sans résistance... » M. de Montmorin, son ami, était parmi les victimes. Il nomme encore M<sup>me</sup> de Lamballe, le duc de La Rochefoucauld ; peu d'autres noms. Lafayette avait mis la frontière entre lui et l'assemblée : « Le cercle est complet, dit Morris. Il est brisé par la roue qu'il a mis lui-même en mouvement. Il a duré plus longtemps que je n'aurais cru. J'ai toujours déploré sa situation et plus que jamais, je sens le désir de soulager ses ennuis. » Lafayette avait été arrêté aux avant-postes autrichiens et traité en prisonnier de guerre. Morris ne s'épargna jamais pour lui venir en aide et travailla personnellement plus tard à sa libération. Comme ministre des États-Unis, il n'avait dans le moment rien à dire contre l'arrestation d'un sujet français.

Son journal devient de plus en plus bref, mais chaque ligne est un événement ; il assiste à des scènes qui lui font dire : « Je ne prétends pas décrire ce que je voudrais oublier. » Le 21 septembre, la convention abolit la royauté : « Vous verrez, dit-il à Washington, que le roi est accusé de haute trahison et de crimes ; je crois véritablement qu'il désirait que cette nation pût jouir de toute la liberté que la situation comporte. Quel sera son sort ? Dieu le sait, mais l'histoire nous montre que, pour les monarques détrônés, le chemin est court de la prison au tombeau. » Dans la situation terrible où il était, il demandait des instructions précises, tout en convenant qu'il pouvait être incommode de les lui donner. A partir des massacres de septembre, son Journal devient plus bref, il note seulement les bruits du jour relatifs aux opérations militaires. Parfois il écrit : « Aujourd'hui tout est tranquille. » Il enregistre les succès des armées de la révolution : « Les villes tombent devant elles sans coup férir, et la Déclaration des Droits de l'homme produit

l'effet des trompettes de Jéricho. Je n'ai jamais douté des forces de la France, unie, avec son enthousiasme naturel, échauffé par l'ardeur de la liberté naissante, mais j'ai toujours craint qu'elle manque de cette réflexion froide qui semble nécessaire à la consolidation d'un gouvernement libre. » Cette constitution, qui avait été présentée au genre humain comme un monument de la sagesse humaine, il la voit déjà méprisée et regardée comme un tissu d'absurdités. « J'aime, dit-il à Pinkney le 3 décembre 1792, ce peuple inconstant. Je lui suis reconnaissant des efforts qu'il a faits dans notre cause. » Mais il n'a pas confiance dans l'avenir, son cœur est plein de sinistres pressentimens ; il assiste avec douleur au procès du roi. Il écrit à Jefferson : « A toute personne moins familière que vous avec l'histoire des affaires humaines, il pourrait sembler étrange que le plus doux monarque qui se soit jamais assis sur le trône de France, qui en a été renversé précisément parce qu'il ne voulait pas adopter les mesures de rigueur de ses prédécesseurs, un homme que personne ne pourrait accuser d'un acte criminel, soit persécuté comme l'un des plus odieux tyrans qui aient jamais déshonoré les annales de l'histoire, que lui, Louis XVI, soit menacé de la peine capitale. Et pourtant, c'est un fait et je crois qu'il mourra. »

Il ne disait que trop vrai.

Sa famille commençait à s'inquiéter pour lui et le conjurait de quitter Paris. Il y restait pourtant, aimant mieux que ses amis fussent effrayés de l'y voir, que d'être accusé par ses ennemis d'en être sorti au moment du danger. Sa nature vive, exubérante, avait un ressort merveilleux. L'émotion ne prend jamais, chez lui, le ton du complet découragement : sa douleur a l'accent sobre et contenu : « Le 21 janvier, à dix heures du matin, Louis de Bourbon, seizième du nom, né à Versailles le 23 août 1754, nommé dauphin le 20 décembre 1763, roi de France et de Navarre le 10 juin 1774, sacré et couronné à Reims le 11 juin 1776, a été guillotiné sur la place de la Révolution. »

Il raconte à Jefferson, dans les termes les plus simples, les détails de l'exécution. Quel effet va-t-elle faire sur l'Angleterre ? il voit la guerre entre la France et l'Angleterre inévitable : « Je crois que les Anglais vont être montés à un degré d'horreur enthousiaste contre la France, dont leur tempérament froid et pondéré semble à peine capable. » La guerre, en effet, fut déclarée peu après, et Morris analyse dans ses lettres toutes les conséquences de l'événement. Pour lui-même, que va-t-il faire ? « La vie à Paris n'est plus semée de roses, vous l'imaginez bien ; elle est, en fait, devenue un supplice. J'ai donné mes raisons pour rester ici, mais maintenant la scène est entièrement changée. » L'avenir lui semble

affreux : « Heureuse l'Amérique, écrit-il à Washington, gouvernée par la raison, par la loi, par l'homme qu'elle aime, que presque elle adore. » Le bruit se répandit en Angleterre que Morris était tombé sous le couteau de la guillotine. Il écrit à son frère que cette nouvelle manquait de vérité « au moment de sa publication. » Son frère le conjura de donner sa démission, de partir. Il ne le peut, il lui faut la permission du président et le danger même qu'il court le retient.

Le 28 mars 1793, il fut arrêté dans la rue et conduit à la section de la butte des Moulins, parce qu'il n'avait pas de carte civique. Il fut immédiatement mis en liberté, mais il eut à subir une visite domiciliaire. Le même jour il réclama auprès de M. Lebrun et demanda un passeport à l'intérieur. Il alla s'établir à la campagne, aux environs de Paris, à Seine-Port (l'éditeur écrit Sainport; son livre fourmille d'erreurs de nom, parfois impardonnables). A quelques lieues de Paris, du Paris de la Terreur, il vit faire des processions pour obtenir du *bon Dieu* de la pluie. Les révolutions passent au-dessus des champs, comme les tempêtes au-dessus des profondeurs de la mer.

Le gouvernement français avait demandé son rappel, aussitôt après que Washington eut demandé le rappel de Genet; on l'accusait de travailler à la contre-révolution; ses lettres aux amis qu'il avait encore en France étaient ouvertes. Les lettres chiffrées étaient toujours interceptées. Peu avant l'exécution de la reine, Morris retourna à Paris; il écrivait le 18 octobre à Washington : « La reine a été exécutée avant-hier. Insultée pendant son procès et à ses derniers momens, elle s'est conduite jusqu'au bout avec la plus grande dignité. Cette exécution donnera, je pense, aux hostilités futures une couleur plus sombre, et unira plus intimement les puissances alliées... Quel que soit le sort de la France dans un avenir éloigné et laissant de côté les événemens militaires, il semble évident qu'elle sera bientôt gouvernée par un simple despote. On ne peut déterminer encore si elle arrivera à ce point par l'intermédiaire d'un triumvirat ou d'un petit groupe. Il me semble probable que oui. Une grande et horrible crise est en préparation. On médite des coups qui plongeront dans la douleur et dans l'horreur un pays coupable. Déjà les prisons sont remplies de personnes qui se considèrent comme des victimes. La nature se révolte et j'espère encore qu'on ne fait circuler ces idées que pour inspirer la terreur. » Au printemps de 1794, il se rendit de nouveau dans sa petite retraite de Seine-Port; depuis six mois il ne recevait plus de dépêches de son gouvernement. Il voyait rarement les journaux étrangers. Il avait mis Washington bien à l'aise, en lui demandant de le remplacer si on le croyait utile. Il lui avait prédit la chute de

Danton. « C'est chose singulière que quatre années de convulsions chez un peuple de 24 millions n'aient fait surgir personne, ni dans la vie civile ni dans les armées, capable de porter le bonnet tressé par la fortune. » Les paroles de Danton devant le tribunal révolutionnaire lui rappellent celles que Shakspeare met dans la bouche de Macbeth. « Nous apprenons aux autres des maximes sanglantes qui, une fois apprises, se retournent contre leur inventeur ; la justice ramène les ingrédients de notre coupe empoisonnée à nos propres lèvres. » « Dieu sait, ajoute Morris, qui sera le premier à boire à cette coupe ; mais ce n'est pas la liqueur qui manque. » M<sup>me</sup> de Lafayette avait été amenée à Paris, où elle attendait son jugement. Aussitôt que Morris la sut en prison, il écrivit une lettre éloquente au commissaire des relations extérieures pour intercéder, non comme ministre, mais comme citoyen américain, en sa faveur.

### III.

Au mois d'août 1794, Morris fut délivré ; on lui avait envoyé un successeur, M. Monroë, qu'il se hâta d'installer, il fit partir de France pour les États-Unis tout ce qu'il possédait en France, livres, vins, meubles, linge, argenterie, voitures. Dans sa cave, il y avait du tokay impérial, cacheté au double aigle autrichien, un présent de Marie-Thérèse à Marie-Antoinette ; pendant la Terreur, Morris l'avait acheté chez un épicier, au prix de 25 sous la bouteille. La dernière bouteille ne fut bue qu'en 1848, à New-York, dans un repas de noces.

Il quitta Paris le 14 octobre 1794 ; la France à laquelle il disait adieu n'était plus celle qu'il avait connue et tant aimée ; cette société frivole, légère, charmante, qui l'avait si bien accueilli, où il avait si facilement trouvé sa place, avait disparu ; il semblait que rien ne restât de cette France ancienne, dont Morris avait tout aimé, les défauts autant que les vertus ; car c'est là ce qui donne à ses jugemens et à son témoignage une valeur particulière. Il ne s'érige point en sage, en moraliste, il est homme, mais il est humain, et les crimes accomplis par un peuple qu'il croyait généreux le révoltent ; il ne comprend pas que pour faire triompher des principes abstraits, il soit nécessaire de se plonger dans le sang des innocens, des vieillards et des femmes. Il adore la France, mais son bon sens anglo-saxon le défend contre les utopies, les rêveries, les faiseurs de constitutions ineptes ; dès le premier jour il voit clair ; homme d'affaires et d'esprit pratique, il sait ce que coûteront à la France l'ignorance financière, le mépris des engagements pris par le passé, la fureur révolutionnaire. Il y a comme un sentiment

de délivrance dans le récit de son voyage, en poste à travers la France par Pont-sur-Yonne, Dijon, Mont-sous-Vaudrey et les Rousses, bien qu'à tout moment on l'arrête, et qu'il soit obligé de montrer son passeport. A peine arrivé en Suisse, il rend visite à M<sup>me</sup> de Staël ; il voit à Berne Mallet du Pan et Mounier ; de Bâle, il se rend à Hambourg avec des chevaux qu'il a achetés. Il y arrive au commencement de décembre et écrit tout de suite à Washington : « Il n'avait pas supposé que quelqu'un pût rendre aucun service à Paris, jusqu'au jour où il y aurait quelque gouvernement permanent. Je voyais la misère et l'affliction chaque jour autour de moi, sans aucun moyen de mitiger ces maux, et je me sentais dégradé par les communications que j'étais forcé d'avoir avec ce qu'il y a de pire dans l'humanité, pour obtenir une réparation pour les injustices subies par mes concitoyens. » Il est heureux d'avoir été rappelé à la demande des gouvernans français. « Je crois vraiment que c'était nécessaire à ma réputation. » Parlant de l'état du pays qu'il vient de quitter, il reste toujours convaincu qu'à travers les convulsions révolutionnaires, la France marche au despotisme.

M<sup>me</sup> de Flahault, qui avait émigré, était logée à Altona, qui est comme un grand faubourg de Hambourg, et Morris l'y retrouva avec bonheur ; pendant tout l'hiver qu'il y passa, il fut occupé de soulager les émigrés, dont beaucoup étaient dans la plus grande des gênes : à une dame, qu'il avait beaucoup fréquentée à Paris, il écrit, par exemple : « La personne qui vous remettra celle-ci est chargée de vous payer en même temps 50 louis. Si la fortune vous devient propice, vous me les rembourserez. Sinon, laissez-moi la consolation de croire que j'ai pu adoucir un instant vos malheurs. » Au mois de juin 1795, Morris quitte Altona pour Londres : là aussi, il retrouve nombre d'émigrés de sa connaissance. Il sonde les dispositions des ministres anglais, de lord Granville, de Pitt, relativement à la France ; il les résume ainsi dans une lettre qu'il envoie à un émigré à Altona (avec 100 livres sterling) : « Les dispositions ici sont excellentes. Ils veulent franchement rétablir la France, mais ils ne veulent pas verser le sang et les trésors de l'Angleterre pour assouvir des vengeances particulières. Ils sont dans ce que j'appelle les bons principes et je me trompe fort ou le nouveau roi (Louis XVIII) se déclarera ouvertement pour la modération et la conciliation. »

Morris profita de ses nouveaux loisirs pour visiter l'Écosse et l'Angleterre ; il passa l'hiver de 1796 à Londres, mêlé à la meilleure compagnie, très occupé des affaires du continent et de leurs rapports avec les États-Unis, toujours serviable aux émigrés français, et très avant dans leurs secrets ; assistant parfois aux grands combats oratoires de Pitt, de Fox, de Sheridan, de Grey ; craignant à

tout moment que les États-Unis ne se trouvent contraints de prendre part à la guerre pour défendre leur commerce et pour résister aux exigences du directoire. Le gouvernement anglais a aussi les siennes, et il ne méconnaît pas les griefs de son pays envers la Grande-Bretagne; mais il s'effraie à la pensée de prendre parti contre l'Angleterre, de se liguier « avec ceux dont les mains sont encore rouges du sang de celui qui fut notre réel protecteur. » Il s'inquiète des moindres démarches de son successeur Monroë, de Pinkney qui est à Londres.

Morris retourna à Hambourg en juin 1796; il y retrouva M<sup>me</sup> de Flahault, qui lui fit part de ses projets de mariage avec M. de Souza. Il y vit le jeune duc d'Orléans, pour lequel il ressentait un vif intérêt, ayant été traité, pendant son séjour en France, avec beaucoup de bonté par sa mère, la duchesse d'Orléans. Sans longtemps s'arrêter à Hambourg, il alla en poste à Berlin. Les commérages de la cour et du corps diplomatique à Berlin ne valent guère la peine qu'on s'y arrête, non plus que ceux de la petite société d'émigrés français qui se trouvait en Prusse en 1796. Avec Haugwitz, les conversations ont plus d'intérêt; l'empire germanique n'était plus qu'un nom, mais un nom utile à qui saurait s'en servir; le vieux Fritz l'avait bien compris: la prise de Mayence ouvrait aux armes françaises le cœur de l'Allemagne, et le sort de l'Europe était aux mains de la Prusse. Morris observait que l'intérêt prussien n'allait pas jusqu'à trop affaiblir ni à renverser entièrement la puissance autrichienne; que l'extension de la puissance française, si agréable qu'elle pût être pour les Américains et les républicains, ne pouvait l'être autant pour les souverains de l'Europe; que la république les traiterait quelque jour aussi peu respectueusement que l'ancienne Rome traitait les rois. Haugwitz prenait un air soucieux, mais disait qu'il fallait « voir venir. »

Pendant sa visite à Berlin, Morris envoya une série de lettres à lord Grenville, qui lui avait demandé de lui écrire. Il lui montre l'état de confusion de l'Europe; suivant lui, l'Angleterre doit chercher l'assistance cordiale de la Prusse et ne pas craindre de l'acheter chèrement, par l'abandon du Hanovre. Il est inutile, à cette distance, de donner tous les détails de son projet; l'idée maîtresse consistait à lier intimement l'action de l'Angleterre et de la Prusse, sans affaiblir trop l'empire, à qui on donnait la Bavière, contre le Milanais, laissé au roi de Sardaigne.

Dans une lettre à lord Grenville, il dit: « Ils tremblent ici devant le knout, et, s'ils pouvaient se persuader que l'impératrice de Russie vive encore dix ans, ses désirs deviendraient leur loi... » Le cabinet de Berlin se figure que la France ne les molestera pas. Ce n'est pas son avis: « Je ne mets pas en doute que la France,

soit qu'elle tombe sous la domination d'un usurpateur (ce qui est la terminaison naturelle de l'état présent), soit qu'elle se donne une forme tolérable de république, deviendra dangereuse pour la liberté de toute l'Europe. S'il s'établissait un despotisme militaire, ce gouvernement économique, simple et sévère trouverait des ressources abondantes dans le sol, le climat et l'industrie d'un si beau pays. » Il ignore si l'Angleterre pourra décider la Prusse à l'action, mais il lui en indique le seul moyen : « le caractère de ce peuple, formé par une succession de princes rapaces, est tourné à l'usurpation. »

La Prusse, qui, la première, avait pris les armes contre la république française, avait signé l'humiliante paix de Bâle; on ne faisait pas de vœux à Berlin pour le succès des armes autrichiennes. Haugwitz était favorable à l'alliance française et le roi n'avait aucun plan politique. A la cour du prince Ferdinand, on se réjouissait ouvertement de tout ce qui arrivait de malheureux aux Autrichiens; on s'épouvantait de la hardiesse des propos de Morris. Celui-ci comprit vite que l'Angleterre n'obtiendrait rien à Berlin sans une pression russe. Désireux d'être renseigné sur les dispositions de toutes les cours, il se rendit à Dresde, qu'il trouva plein d'émigrés français. « Ils vont à l'est, écrit-il, pour éviter leurs compatriotes. On leur permet de rester seulement trois jours. Pauvres gens! et pourtant ils vont voir tout ce qu'il y a de curieux; ils sont sereins, ils sont gais. Une si grande calamité ne saurait tomber sur des épaules aussi capables de la supporter; mais, hélas! le poids ne diminue pas pour être porté avec grâce. » Morris trouva à Dresde tout « à la débandade; » et, à moins que l'empereur de Russie ne s'en mêle, il ne voit pas ce qu'on peut obtenir. La retraite de Moreau lui permit de continuer tranquillement son voyage en Allemagne; il se rendit à Vienne en passant par Prague. Il fut bien reçu de Thugut : celui-ci avait énergiquement continué à lutter contre la république, sans se décourager par les paix séparées signées par les Provinces-Unies et par la Prusse. Morris s'étonne que les malheurs de l'Autriche ne l'amènent point à l'idée d'abandonner ses possessions italiennes; « mais d'autres idées ont cours ici. *Quos vult perdere, etc.* » Il fit auprès de Thugut de vains efforts pour faire mettre en liberté Lafayette, qui était toujours dans les prisons de l'Autriche.

Dans les premiers jours de 1797, Morris retourna à Dresde, d'où il se rendit de nouveau à Berlin. Il y a, écrit-il à lord Grenville, en réalité deux empereurs en Allemagne, celui du Nord et celui du Sud. De leur jalousie dépend l'existence malade de toute sorte de petites principautés. Mais tôt ou tard les deux grands sou-

verains se les partageront. « Deux grandes puissances sont intéressées à prévenir cette fin : la Russie et la France, surtout la dernière ; et il y a une grande puissance intéressée à la hâter, c'est l'Angleterre. » Ces paroles prennent une étrange signification quand on songe aux derniers événemens dont l'Europe a été le théâtre ; la prophétie se complète par ces lignes : « L'Autriche et la Prusse réunies peuvent former une solide barrière contre une plus grande extension de l'empire russe, chose bien digne d'attention. » Une idée fixe de Morris était de voir l'Angleterre prendre un pied solide et permanent dans les Pays-Bas, c'était à ses yeux le correctif nécessaire de la disparition des petites principautés allemandes et de l'établissement d'un grand empire germanique du Nord, embrassant le Hanovre et étendu jusqu'aux frontières de la France, et d'un empire germanique du Sud, accru de la Bavière.

Les bavardages de la cour de Berlin tiennent, il faut le dire, une trop grande place dans le Journal de Morris ; on s'étonne qu'un homme si supérieur par certains côtés se plaise à de purs commérages ; l'éditeur aurait pu en supprimer tout ce qui n'a trait qu'à des personnages obscurs, inconnus ou oubliés. Enregistrer des riens, des propos, des anecdotes, est excusable chez celui qui tient un Journal, car la plume obéit à la mémoire, et, ce qui n'a pas d'importance actuelle peut en prendre plus tard, en raison du rôle ultérieur des personnages en jeu ; mais, à plus de cinquante ans de distance, on peut séparer le bon grain de l'ivraie ; c'est ce que n'a guère su faire Anne-Cary Morris.

Au printemps de 1797, Morris retourna à Hambourg, où il apprit qu'un armistice avait été signé entre la France et l'Autriche. Cet armistice fut suivi de la paix de Campo-Formio, qui ne fut toutefois signée qu'à l'automne. Il ne négligeait pas les occasions d'être utile aux émigrés. Il écrivait, le 2 avril 1797, au maréchal de Castries, qui vivait à Wolfenbüttel : « Les événemens, en vérité, ont été si rapides et si extraordinaires que les calculs sur le passé ne peuvent plus s'appliquer au présent ; et, quant à l'avenir, il est couvert d'un nuage impénétrable. Si j'osais me permettre de hasarder un conseil, ce serait de ne rien faire, *absolument rien*, puisque alors on a des chances pour soi... Je persiste à croire que le despotisme d'un usurpateur doit être le précurseur d'une autorité légitime. Je ne suis pas même persuadé qu'il ne soit pas nécessaire à l'établissement solide d'une pareille autorité. L'homme, animal raisonnant, mais non pas raisonnable, ne s'instruit que par l'expérience et ne se corrige que par le malheur. Il faut donc que le cercle soit complet, afin de démontrer à chaque novateur l'ineptie de son système. » Peu de temps après, le coup d'état de fruc-



tidor avait lieu et Morris écrivait à un de ses correspondans : « Je ne vous parle pas de la dernière révolution parisienne, puisqu'il leur en faudra encore, et encore, jusqu'à ce qu'ils retombent sous le gouvernement d'un seul. »

Lafayette avait été délivré sur les instances du gouvernement américain et le prisonnier d'Olmütz avait été dirigé sur Hambourg, où il fut livré par le ministre d'Autriche, le baron de Buol, au ministre des États-Unis, M. Parish; Lafayette donna à Morris, qui n'avait pas cessé de travailler à sa délivrance, l'assurance qu'il ne voulait plus s'occuper des affaires de la France et resterait en dehors de toute intrigue. Il manifesta l'intention de se rendre en Amérique. Morris l'encouragea dans cette résolution, lui dit que ni les directeurs ni les constitutionnels ne désiraient sa présence en France, et que l'Amérique lui ouvrirait les bras. Il lui conseilla de ne point trop parler de ses malheurs et de dire à ceux qui lui en demanderaient l'histoire que lorsque tant de nations souffraient, les misères passées d'un individu ne devaient point trouver de place dans l'attention publique. Lafayette ne partit point pour l'Amérique en 1797, et nous le retrouvons encore à Altona un an après : « M. de Lafayette m'a fait visite (le 24 juin 1798) et m'a demandé s'il devait partir immédiatement pour l'Amérique ou rester encore un peu de temps. Je lui dis qu'il avait pris son parti de rester; il avoua en rougissant. Je lui dis ensuite qu'il eût bien fait de partir immédiatement, mais qu'ayant attendu si longtemps, il n'importait guère qu'il restât un peu plus... Tout en déclarant qu'il est résolu à mener une vie privée, il soupire pour une occasion de remonter sur le théâtre. »

La paix dictée par Bonaparte laissait les Pays-Bas autrichiens à la république française; la Lombardie, avec quelques districts voisins, devenait une dépendance de la France. L'Autriche recevait une compensation dans le don de la Vénétie, qui perdait sa vieille indépendance. Nommé plénipotentiaire au congrès de Rastadt, Bonaparte alla jouir de son triomphe à Paris : « J'entends dire, écrit, le 9 décembre 1797, Morris, alors à Ratisbonne, que Barras va monter sur le trône de France à l'aide de son ami Bonaparte. » Le 18 fructidor autorisait toutes les conjectures, mais ce n'est pas pour Barras que travaillait Bonaparte.

On est étonné de voir venir assez rarement ce nom de Bonaparte dans la correspondance de Morris. Il n'apparaît qu'en 1796; Bonaparte a fait une proclamation aux habitans du Tyrol : « J'observe, dit Morris, qu'il a imité la manière de la fameuse proclamation du duc de Brunswick. Ceux qui ont trouvé la dernière horrible admirent la première pour son énergie. » Il suit de loin la campagne

d'Italie, mais il n'a pas deviné le génie militaire de Bonaparte; « il va sans doute avoir la destinée habituelle des armées françaises à l'est des Alpes. » Bonaparte n'est pas long à lui donner un démenti. L'année suivante, le général français lui semble, dans une lettre qu'il écrit à lord Grenville, le 25 avril, « complètement en l'air, » et il tient la situation des alliés pour meilleure qu'elle n'a jamais été depuis le commencement de la guerre. Un peu plus tard, il critique la conduite de Bonaparte, qui, après avoir rejeté Beaulieu de l'autre côté du Mincio sur Mantoue, s'en va à Milan, au lieu de suivre son ennemi, pour respirer l'encens de sa victoire. Il va jusqu'à ajouter foi à ceux qui accusent Napoléon de manquer de courage personnel. Il s'est laissé dire que « dans la grande affaire qui lui valut une victoire miraculeuse sur Alvinzy, il avait déjà réuni un conseil pour examiner si son armée ne devait pas mettre bas les armes, » quand une panique se mit parmi les irréguliers autrichiens et changea toute la face des choses. Les victoires de Bonaparte lui semblent surtout dues aux fautes de l'ennemi. Il est vrai que tous les récits qu'il entend sont des récits allemands.

Le séjour de Morris en Allemagne s'était prolongé bien au-delà du terme qu'il s'était d'abord assigné; en 1798, il se décida au retour dans sa patrie. Il apprit, au moment de partir, la nouvelle de la bataille d'Aboukir; parti le 7 octobre d'Altona, il n'arriva que le 1<sup>er</sup> décembre dans le port de Rhode-Island, et il ne rentra que le 5 janvier 1799 dans sa maison de Morrisania. Il la rebâtit pour pouvoir y loger tout ce qu'il avait apporté d'Europe et ses amis ne le laissèrent pas longtemps vivre de la vie d'un simple propriétaire. Il fut nommé sénateur des États-Unis au mois d'avril 1800; entre les sessions, nous le retrouvons à Morrisania, ou bien voyageant dans les solitudes de l'état de New-York et jusqu'aux grands lacs canadiens. « Au tournant d'un bois, le lac Érié se montre à ma vue et je vois neuf vaisseaux à l'ancre, chacun d'au moins 1,200 tonneaux... Des centaines de grands vaisseaux, à une époque peu éloignée, se balanceront sur les vagues de ces mers intérieures... Le plus orgueilleux empire d'Europe n'est qu'une bulle de savon comparé à ce que sera, à ce que doit être l'Amérique dans deux siècles, peut-être dans un siècle. » Ce n'était pas une petite affaire, en 1800, d'aller à Washington par Philadelphie et Baltimore. Le voyage prit onze jours à Morris en 1800; la capitale lui semble à peine habitable. Il écrit à la princesse de Tour et Taxis, qui l'avait fort bien accueilli en Allemagne: « Il ne nous manque ici que maisons, caves, cuisines, hommes instruits, femmes aimables et autres petites bagatelles de cette espèce pour que notre ville soit parfaite: la pierre de taille y abonde, on peut y cuire d'ex-

cellentes briques, il n'y manque pas d'emplacemens pour des hôtels magnifiques, des canaux projetés peuvent y amener un grand commerce, la richesse qui en est la suite naturelle doit y attirer les beaux-arts; enfin, c'est la ville du monde où l'on peut le mieux vivre dans l'avenir. »

Morris ne perdait pas de vue les affaires du vieux monde, si occupé qu'il fût des travaux du sénat américain. Il ne crut pas un moment à la durée de la paix signée entre la France et l'Angleterre; « ce traité plein de menaces a réduit l'Angleterre au rang de puissance de second rang et obligera l'Angleterre, dans peu de temps, à prendre les armes pour défendre son indépendance. » Avec une France commandant en maîtresse depuis les bouches de l'Adige jusqu'à celles de l'Ems, le « marquis de Brandebourg » n'avait plus qu'à se remuer dans l'orbite que lui fixerait le premier consul.

Aussitôt que les rapports se tendirent de nouveau entre l'Angleterre et la France, Napoléon prit le parti de vendre la Louisiane aux États-Unis. « Les grands arbitres des affaires humaines, écrivait Morris à M. Necker à Coppet, le temps et le sort ont prononcé la séparation des deux mondes. Et que vaut la politique contre les décrets de l'Éternel? » L'achat de la Louisiane était-il constitutionnel? On interrogea sur ce point Morris, qui avait travaillé à faire la constitution. « Je suis bien certain, dit-il, de n'avoir point eu en vue d'insérer un article *de crescendo imperio* dans la constitution de l'Amérique, sans examiner si une limitation de territoire est ou n'est pas essentielle à la durée d'un gouvernement républicain. Je suis certain que le pays entre le Mississipi et l'Atlantique dépasse les limites assignées par la prudence, si une limitation quelconque était nécessaire... Je savais alors comme aujourd'hui que toute l'Amérique du Nord doit à la longue nous être annexée... heureux si notre soif de domination s'arrête là. J'aurais considéré comme parfaitement utopique d'opposer une restriction sur le papier à la violence du sentiment populaire dans un gouvernement populaire. »

Morris, sur la question de la cession de la Louisiane, se sépara de son parti qui s'opposait au traité, dans la crainte de trop augmenter l'influence du sud dans les conseils de l'union. Il ne s'était pas trompé en prédisant que la paix d'Amiens n'était qu'une trêve. Le premier consul méditait l'invasion de l'Angleterre. « Mon opinion, écrivait Morris le 25 novembre 1803, est que si l'Angleterre continue la guerre avec vigueur, elle brisera le pouvoir de son adversaire. Dieu! quel moment pour un grand homme qui prendrait le plan de M. Addington! » Il avait fini par reconnaître

le grand homme dans ce Bonaparte dont il parlait d'abord avec un peu de mépris. Le 13 décembre 1813, il écrivait à Parish : « Je n'ai pas seulement pressenti, j'ai prédit l'état présent de l'Europe dès les premiers temps de la révolution française ; vingt millions d'hommes jetés dans un tel état de confusion doivent, après s'être fait beaucoup de mal et en avoir beaucoup fait aux autres, devenir les sujets d'un despotisme militaire. Mais, bien que ce résultat soit, humainement parlant, inévitable, il ne peut être achevé que par un grand homme. De tels hommes, après tout, se forment toujours dans de semblables circonstances ; ou pour parler plus exactement, ces hommes existent toujours et ce sont les circonstances qui leur fournissent les moyens et les occasions. Il était inévitable qu'un grand homme, à la tête d'une nation guerrière et porté au pouvoir par l'épée, sentît la nécessité d'occuper au dehors des esprits ardents pour les empêcher de faire du mal à l'intérieur. Aussi la France, disciplinée et bien commandée, à l'état de guerre nécessaire avec ses voisins, a été l'objet constant de ma pensée et j'ai cherché en vain les talents qui pouvaient lui faire obstacle. Ils n'existaient point dans les cabinets de l'Europe. »

Morris, pendant son séjour en Allemagne, avait observé de près l'imbécillité des petites cours, l'égoïsme des villes libres, la faiblesse du lien fédéral ; à ses yeux, depuis que le grand Frédéric s'était avisé de défendre les droits du corps germanique, il y avait eu virtuellement deux empires allemands, et il reprochait à l'Autriche de ne pas voir les choses aussi simplement et de ne pas avoir fait avec la Prusse le partage de l'Allemagne. Cela seul, suivant lui, aurait pu sauver l'Allemagne et de la France et de la lourde protection de la Russie. « Votre rêve, écrit-il à Parish le 2 octobre 1804, est la constitution de l'empire, autrement dit le traité de Westphalie. Quand la constitution d'un état n'existe que par et dans un traité, c'est qu'il n'a en réalité aucune constitution. Son sort dépend de ses voisins. La condition de l'Allemagne a dépendu des forces respectives de l'Autriche et de la France jusqu'à ce que la Prusse se fût élevée à un certain degré d'éminence... » On se souvient que, pendant qu'il était à Berlin, Morris cherchait à faire de la Prusse une sorte d'arbitre européen ; il avait prêché en ce sens Haugwitz, qui lui avait dit, en lui serrant la main et en versant des larmes : « Ah ! si le grand Frédéric, mon ancien maître, était vivant, cette politique serait aussi sage que grande, mais hélas ! » L'occasion était perdue, les faibles conseillers avaient réduit la Prusse à l'impuissance. La bataille d'Iéna mit la Prusse aux pieds de Napoléon. Morris avait prédit à tout le monde dès 1796, il avait

dit tout haut dans le sénat américain, en 1803, que la France deviendrait le pouvoir dominant en Europe; mais il ne croyait pas cette domination permanente, il prévoyait une coalition générale et la chute du nouvel empereur.

Le général Moreau était en Amérique en 1807, et Morris le vit assez fréquemment. Il écrivit à M<sup>me</sup> de Staël, exilée de Paris, de venir aux États-Unis. « Napoléon va toujours grand train, de sorte que, s'il ne bronche pas, toute l'Europe désormais sera France, à l'exception des îles britanniques. » Après Friedland, il écrit à son ami le comte Woronzow, à Londres : « Les raisonnemens politiques se réduisent maintenant à des calculs sur la vie de l'empereur corse. » Au marquis de Stafford, il rappelle lui avoir dit, dix-sept ans auparavant, que, si la révolution française n'était pas arrêtée dans ses progrès, elle deviendrait dangereuse, peut-être fatale aux libertés de l'Europe. Il lui montre les fautes commises par le gouvernement anglais, à qui il reproche surtout de disséminer ses efforts, et de ne s'être pas attaché les États-Unis par une conduite habile : « Quand, regardant de l'autre côté de l'Atlantique, je vois un pouvoir et des talens si prodigieux d'un côté, et de l'autre,

Cet esprit d'imprudence et d'erreur,  
De la chute des rois funeste avant-coureur,

j'ai froid au cœur. »

Les affaires de son propre pays l'absorbent, quand les États-Unis se trouvent engagés dans une guerre maritime contre l'Angleterre : il déplore cette guerre et redoute, comme une de ses conséquences, une extension trop grande et trop subite des territoires de la république. Il ne reste pas indifférent toutefois aux grands événemens dont la Russie est devenue le théâtre. « Bonaparte est perdu. Longtemps avant la nouvelle des premiers succès russes, j'ai, dans mon petit cercle, dit qu'il quitterait Moscou le 20 octobre. Je crois qu'il est parti un peu plus tôt. » Les troupes françaises vont être forcées de repasser les Pyrénées, « les amis américains de Bonaparte regardent avec une anxieuse terreur. » Il rappelle qu'il a dit autrefois au sénat, en parlant de Napoléon, le premier des Césars gaulois : « S'il se trompe une fois, il tombe (*the moment he fails, he falls*). » Il rend justice à Napoléon comme général. « Il vit quelle conduite l'Autriche allait tenir, ce que mon pauvre ami Moreau ne voulait pas croire quand je le lui dis, dans une conversation que j'eus avec lui et Parish, peu de temps avant qu'il s'em-

barquât pour l'Europe. » En se tenant en force près de la Bohême, Napoléon employait le seul moyen qu'il eût de tenir son beau-père tranquille. Il est vrai qu'en se battant si loin de chez lui, il risquait une ruine plus complète. La chute de Napoléon en 1814 et le retour des Bourbons causèrent à Morris une grande joie ; il voyait dans ces événemens la fin probable de la guerre entre son pays et l'Angleterre, une guerre qui lui faisait horreur et qu'il qualifiait de guerre civile. Il éprouvait pour l'Angleterre un véritable enthousiasme et la montrait comme « le bouclier de l'humanité contre le glaive de l'oppresseur, la nourrice des nations, prête à verser son sang et ses trésors pour son indépendance. » La paix fut en effet signée à Gand entre les deux pays. Le 28 avril 1815, le journal note le retour de Napoléon, « arrivé à Paris le 20 mars, à la tête de 80,000 hommes, envoyés contre lui. » Morris n'en est pas trop alarmé, il sait déjà que toute l'Europe va s'unir de nouveau : « Louis XVIII, dit-il, méritait, dans une certaine mesure, ce qui est arrivé ; » il le blâme pour n'avoir pas licencié « une armée, qui, habituée à la rapine, n'était pas capable de vivre en temps de paix. Mais pouvait-il le faire ? n'était-il pas, d'une certaine façon, prisonnier dans ses mains ? Les alliés auraient dû considérer dans quelle situation ils l'avaient mis. Mais ils raisonnèrent de ce qu'ils voyaient par ce qu'ils sentaient. Alexandre, qui prit la direction, avait encore la tête pleine de ce qu'il appelait sa philosophie ; et tous semblent avoir admis qu'une maxime qui n'est pas toujours bonne en temps de paix est applicable en temps de guerre, c'est-à-dire qu'une nation ne doit pas se mêler des affaires intérieures d'une autre. Les Romains auraient ri d'un tel enfantillage. » Bonaparte n'avait jamais cessé, aux yeux de Morris, d'être un jacobin ; il était le dictateur nécessaire aux démocrates. « Je suis disposé à croire, écrivait-il après sa chute, qu'avant longtemps les doctrines jacobines seront vaincues partout. La famille des nations ne sera plus tourmentée par l'agitation vaine et présomptueuse de l'un de ses membres. Ceux qui, comme Napoléon, nient la loi, doivent, comme Napoléon, être mis hors la loi. »

Morris vécut assez longtemps pour apprendre la défaite de Napoléon à Waterloo ; son journal annonce brièvement que « Bonaparte s'est rendu au vaisseau le *Bellerophon* et s'est remis à la générosité britannique. »

Puis les notes deviennent rares ; la goutte, d'autres maladies encore le travaillent. Il ne s'occupe plus beaucoup de l'Europe, mais jusqu'au dernier moment, il se préoccupe de l'avenir de son pays ; il a les yeux grands ouverts sur les dangers de l'avenir, il les exagère volontiers, son langage s'empreint d'une sorte de gravité solennelle et sévère. Il a revu avec joie la restauration de la monar-

chie en France et le rétablissement d'un équilibre européen ; mais cet équilibre lui semble peu stable et il tremble pour l'avenir d'une monarchie dans un pays où tout esprit d'hierarchie a été détruit, où les passions révolutionnaires ont anéanti tous les vestiges du passé. Pour son propre pays, il éprouve d'autres inquiétudes : l'indépendance absolue de la magistrature, qui lui semble essentielle au gouvernement républicain, ne lui semble plus suffisamment garantie. « La dangereuse doctrine qui affirme que la volonté publique, exprimée par une majorité numérique, doit toujours être obéie, vient d'une confusion perverse des idées et conduit à des résultats horribles. La majorité numérique non-seulement peut, mais souvent veut ce qui est injuste et fou. » Il cherche des freins contre la race des démagogues, des courtisans de la foule, contre ce qu'Horace appelle *civium ardor prava juventium*, il les voit dans l'indépendance de la magistrature, dans la prérogative du pouvoir exécutif, dans l'institution du sénat. Mais déjà les barrières élevées par la sagesse des hommes de bien et de courage qui ont fait la Constitution lui semblent ébranlées ; son esprit inquiet prévoit aussi des luttes possibles entre l'autorité fédérale et l'autorité des états : « Si l'influence des états doit continuer, l'Union ne peut durer ; et si elle ne dure pas, l'utilité du sénat cesse. » Il aimait à discuter ces grands problèmes constitutionnels et ne se fatiguait pas d'opposer à la démocratie les maximes des fondateurs de la république et les articles de la Constitution. Bien que resté toute sa vie fidèle au parti fédéraliste, il ne l'avait pas suivi dans les excès de doctrine où il s'était parfois égaré et il professa jusqu'au bout que l'intérêt du pays doit être préféré à tout autre intérêt. Il mourut le 6 novembre, à Morrisania, et peu de temps avant de rendre le dernier soupir, il dit à ceux qui l'entouraient : « Il a plu, il y a soixante-cinq ans, au Tout-Puissant de m'amener à l'existence, ici, dans cette chambre même : me plaindrai-je maintenant qu'il lui plaise de m'en faire sortir ? » Il demanda s'il faisait beau temps. On lui répondit que oui. Il dit lentement ces vers classiques de la belle Élégie de Grey « Dans un cimetière de campagne : »

Who, to dumb forgetfulness a prey,  
This pleasing, anxious being yet resigned,  
Left the warm precincts of the cheerful day  
Nor cast one longing, ling'ring look behind?

Ce furent ses dernières paroles.

AUGUSTE LAUGEL

